

## LE DEVOIR

La Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM



# La présidentielle américaine 2008

Dans moins d'une semaine, les électeurs américains iront aux urnes pour choisir le 44<sup>e</sup> président des États-Unis. Afin d'éclairer ses lecteurs sur les enjeux de cette élection et sur les facteurs qui influenceront le choix des électeurs le 4 novembre prochain, *Le Devoir* vous offre ce cahier spécial produit en étroite collaboration avec la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM.

## Un changement de cap imposé: les candidats enterrent la « révolution Bush »



LOUIS BALTHAZAR

Professeur émérite de l'université Laval, président de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM et coauteur de La politique étrangère des États-Unis : fondements, acteurs, formulation, Presses de Sciences Po, 2008

Avec un taux de désapprobation de 71 %, George W. Bush est devenu le président le plus impopulaire de l'histoire des États-Unis. On est donc en droit d'affirmer que la fin de sa présidence représente également la fin de ce qu'on a appelé la « révolution Bush », un changement de cap vers un gouvernement moins interventionniste dans la trame de la société civile et une politique étrangère devant refléter les intérêts exclusifs des États-Unis.

### «Le gouvernement n'est pas la solution, le gouvernement, c'est le problème»

En fait, cette prétendue révolution remonte à plus loin. On peut voir son origine, pour la politique intérieure, dans le programme du «Contract with America» de Newt Gingrich, qui a donné la majorité aux républicains dans les deux chambres du Congrès aux élections de 1994. Pour la politique étrangère, il faut penser au mouvement néoconservateur, qui a reproché aux présidents George H. W. Bush (le père) et Bill Clinton de ne pas tirer profit de la grande victoire américaine à la fin de la guerre froide.

Plus loin dans le passé, le début d'une grande politique populiste et conservatrice se dessine avec l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison-Blanche, en 1981. Le personnage de Reagan avait déjà quelque chose d'anachronique pour son époque. Il projetait sur une période trouble la grande autosatisfaction américaine des années 1950 et le cinéma empreint d'agrément et d'optimisme qui triomphait alors. Il a séduit la population américaine en énonçant les deux éléments fort simples et simplistes de sa politique: le moins de gouvernement possible à l'intérieur et la croissance de la puissance américaine à l'extérieur. Son slogan, «Le gouvernement n'est pas la solution, le gouvernement, c'est le problème», correspondait bien à la méfiance congénitale des Américains envers l'ordre politique.

Reagan exploitait aussi le sentiment que les programmes sociaux de la «grande société» de Lyndon Johnson avaient dépassé les limites dans la répartition de la richesse et entravé l'expansion d'entreprises créatrices de prospérité et d'emplois: il fallait supprimer des instruments de régulation vus comme nuisibles et s'en remettre à la loi du marché. Il fallait aussi faire confiance aux organisations religieuses privées pour venir en aide aux plus démunis. Pour l'essentiel, Reagan se faisait le président des riches, et cela était bien vu d'une population qui a toujours préféré se laisser emporter par le rêve d'une richesse à venir plutôt que de faire preuve de solidarité en vue d'éliminer la pauvreté.

Pour la politique étrangère, il suffisait d'augmenter les dépenses militaires, tout en affirmant la toute-puissance et l'invincibilité des États-Unis, pour faire reculer tous les adversaires. Ainsi, de nombreux Américains croient encore que la politique musclée de Ronald Reagan est à l'origine de l'effondrement de l'Union soviétique. Il fallait donc, aux yeux des néoconservateurs, poursuivre dans la même veine et tirer parti du «mo-

ment unipolaire», selon les mots qu'a employés le journaliste Charles Krauthammer dans un célèbre article publié en 1990.

### Le legs de George W. Bush

C'est bien ce que George W. Bush a compris en accédant au pouvoir en 2001 ou ce que lui ont fait comprendre Dick Cheney et Donald Rumsfeld, particulièrement à compter du 11 septembre, qui a servi de tremplin à une politique unilatéraliste tous azimuts.

Pourtant, une lutte efficace contre le terrorisme des islamistes radicaux appelait plutôt à la concertation des efforts et au multilatéralisme.

En politique étrangère, la politique de puissance a bientôt révélé ses lacunes dans la foulée d'une occupation militaire prolongée en Irak. Sans jamais reconnaître ouvertement les failles de cette politique unilatéraliste, le gouvernement Bush, au cours de son second mandat, s'orienta partiellement vers la diplomatie, notamment par l'intermédiaire de la secrétaire d'État, Condoleezza Rice. Mais on ne renonçait pas pour autant, dans la «guerre globale contre le terrorisme», à des méthodes contraires à toute la tradition libérale, au maintien de la prison de Guantánamo, et, loin de prêter l'oreille aux recommandations d'une commission bipartite (Baker-Hamilton), Bush se fit le promoteur d'une intensification de l'action militaire en Irak.

Malgré le succès de cette opération de raffermissement («surge»), la population américaine appuie encore le retrait des troupes présentes dans ce pays. En politique intérieure, le président sortant n'avait qu'une expression à la bouche, «tax cuts», saupoudrée d'invocations à la religion et d'appels répétés aux sentiments les plus intégristes de la droite religieuse. Quand ses opposants lui reprochaient de favoriser les plus fortunés, il rétorquait en les accusant d'alimenter

la lutte des classes. C'est cette politique entretenue depuis près de trente ans dans de larges secteurs de la population américaine qui est en train de s'effondrer aux États-Unis.

### Vers un autre New Deal?

Dans le contexte de la crise financière qui accable le pays, il y a lieu de croire qu'une politique axée sur la puissance militaire est en voie de devenir de plus en plus impopulaire aux États-Unis. La légitimité de la politique reaganienne d'un gouvernement réduit à sa portion congrue est en déclin.

La démographie américaine évolue et la génération Y, mobilisée par la campagne de Barack Obama, appelée au retour du gouvernement avec de véritables politiques d'assurance-maladie, d'aide à l'éducation et de répartition de la richesse. La droite religieuse y perd des plumes, bien qu'elle ait trouvé un porte-flambeau dans la campagne, par la voix de la candidate à la vice-présidence, Sarah Palin. Mais les vieilles illusions ont la peau dure: John McCain est ainsi parvenu à placer un personnage tout reaganien au centre de la campagne présidentielle. Samuel J. Wurzerbachcher, dit «Joe le plombier», se plaint de ce que l'augmentation des impôts prônée par Obama, passé un seuil de 250 000 dollars par année, altère son «rêve américain».

Or le fait que la population semble encore portée à considérer cet éventuel nouveau riche comme le prototype de l'Américain moyen montre bien que cette vieille illusion n'a pas tout à fait disparu, en dépit des jours difficiles qui s'annoncent. Mais elle perd du lustre: il semble bien que cette campagne fasse long feu et que les autres plombiers de l'Ohio ne se retrouvent pas dans l'image de Joe. Peut-être, alors, qu'une page est en train de se tourner dans l'histoire des États-Unis et que les Américains appelleront un nouveau gouvernement, qui devra leur présenter un nouveau «New Deal» et une politique étrangère davantage orientée sur la diplomatie et la concertation.

Peut-être  
qu'une  
page est en  
train de se  
tourner dans  
l'histoire des  
États-Unis

## LA PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

## Dieu vote-t-il démocrate ?



ÉLISABETH VALLET

Docteure, chercheuse à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM. Auteure de *Le Duel - Les dessous de l'élection présidentielle américaine*, paru chez Septentrion en 2008.

Avec 88 % d'Américains qui se disent croyants et 84 % qui se réclament d'une confession, les Églises constituent un acteur-clé représentant plus de 100 milliards de dollars aux États-Unis et un pilier de la politique nationale. Or, si la société américaine évolue rapidement (travail des femmes, augmentation du taux de divorce, du nombre des couples non mariés ou de même sexe) et minore la prégnance du fondamentalisme, il reste que les 26 % d'évangéliques et les 40 % de pratiquants américains

La droite religieuse, qui a pour fer de lance la lutte contre l'avortement et les droits des gais, fait face à une gauche religieuse qui promeut la justice sociale et la protection de l'environnement

ont un rôle électoral déterminant... Comme Karl Rove l'avait compris, assez pour faire d'eux les artisans (78 % des évangéliques blancs avaient alors voté pour les républicains) de l'élection de George W. Bush en 2004. Or, jusqu'à l'été, John McCain est resté en retrait, tardant à se tourner vers les leaders religieux pour leur demander leur soutien. Cela lui coûtera peut-être la Maison-Blanche. À l'inverse, avec Barack Obama, le Parti démocrate semble avoir appris à vivre avec ses démons, pour admettre que les convictions religieuses appartiennent au politique.

## Les démocrates à l'assaut de leurs démons

La référence à Dieu a été moins présente durant les récents débats présidentiels qu'en 2004. Toutefois, la religion n'est pas absente de ce cycle électoral, loin s'en faut: Dieu y occupe une place de choix. La preuve en est que le Compassion Forum a accueilli, le 13 avril au Messiah College, les candidats à l'investiture démocrate pour un débat autour des valeurs et des questions morales — invitation que le républicain avait déclinée.

Le Saddleback Civil Forum, animé par l'évangéliste Rick Warren, dans sa méga-église de Lake Forest (Californie), s'inscrit dans la même veine puisque McCain et Obama ont, sur le mode de la confession, eu à évoquer leur foi et leur parcours.

Le procédé était inédit. La démarche l'était plus encore pour un représentant du parti de l'âne. Longtemps, le Parti démocrate a choisi de confiner la question religieuse à la sphère privée, se résignant à voir partir traditionalistes et pratiquants dans le camp républicain, faute d'assimiler l'existence d'un véritable réveil religieux accompli par les télévangélistes comme Jerry Falwell, Pat Robertson et Billy Graham. Or Obama tranche avec cette démarche. Il le fait dès 2004, dans son discours congrès national démocrate. Et la présence remarquée de Leah Daughtry, la prédicatrice pentecôtiste de Brooklyn, à la tête du congrès démocrate de 2008 va dans ce sens. Désormais, le Parti démocrate, assumant le fait religieux, peut partir à la conquête de la gauche religieuse.

## À la conquête de la gauche religieuse

L'objectif est de convaincre ces électeurs qui axent leur vote sur

leurs valeurs et de grignoter le mouvement religieux conservateur, qui forme l'un des trois piliers du Grand Old Party. Le contexte est favorable: 87 % des Américains placent l'économie en tête de leurs préoccupations, et, de 2004 à 2008, les valeurs morales (-4 points), l'avortement (-7) et le mariage gai (-3) ont perdu de leur lustre, même auprès des évangéliques blancs, qui constituent le socle religieux du Parti républicain.

C'est ce qui explique en partie que quelqu'un comme John McCain a pu remporter l'investiture de son parti, en invoquant la sécurité nationale et en négligeant sa base religieuse, dont le champion était Mike Huckabee.

Désormais, la droite religieuse, qui a pour fer de lance la lutte contre l'avortement et les droits des gais, fait face à une gauche religieuse qui promeut la justice sociale et la protection de l'environnement.

Hétérogène, la gauche religieuse est pourtant parfois insaisissable: elle compte dans ses rangs des évangéliques, des protestants, des catholiques, mais aussi des juifs réformateurs et des noirs protestants... D'une part, l'atmosphère de fin de règne qui marque l'ère Bush et son ordre moral fédère la gauche autour d'un programme économique et social commun. D'autre part, lorsque Mike Huckabee s'est retiré de la course des primaires, les évangéliques

ont perdu leur héraut et, avec lui, leur intérêt pour la campagne.

En ne faisant pas appel aux figures emblématiques de la droite religieuse, en rejetant, quelques mois après l'avoir obtenu, le soutien du télévangéliste Rod Parsley, artisan de la victoire de Bush en 2004, en Ohio, pour ses propos antimusulmans, John McCain s'est aliéné une partie de l'électorat évangéliste et fondamentaliste. «L'effet McCain» a révélé des fissures au sein de la droite religieuse et des désaccords profonds: comme le pasteur Kirbyjon Caldwell qui, à la tête d'une coalition de pasteurs, a choisi de désavouer les critiques de James Dobson au sujet d'Obama. Le vide que le candidat républicain avait ainsi laissé se créer — du moins jusqu'à la nomination de Sarah Palin comme colistière — devait être comblé. Ce que des organismes comme Matthew 25 ont décidé de prendre en main.

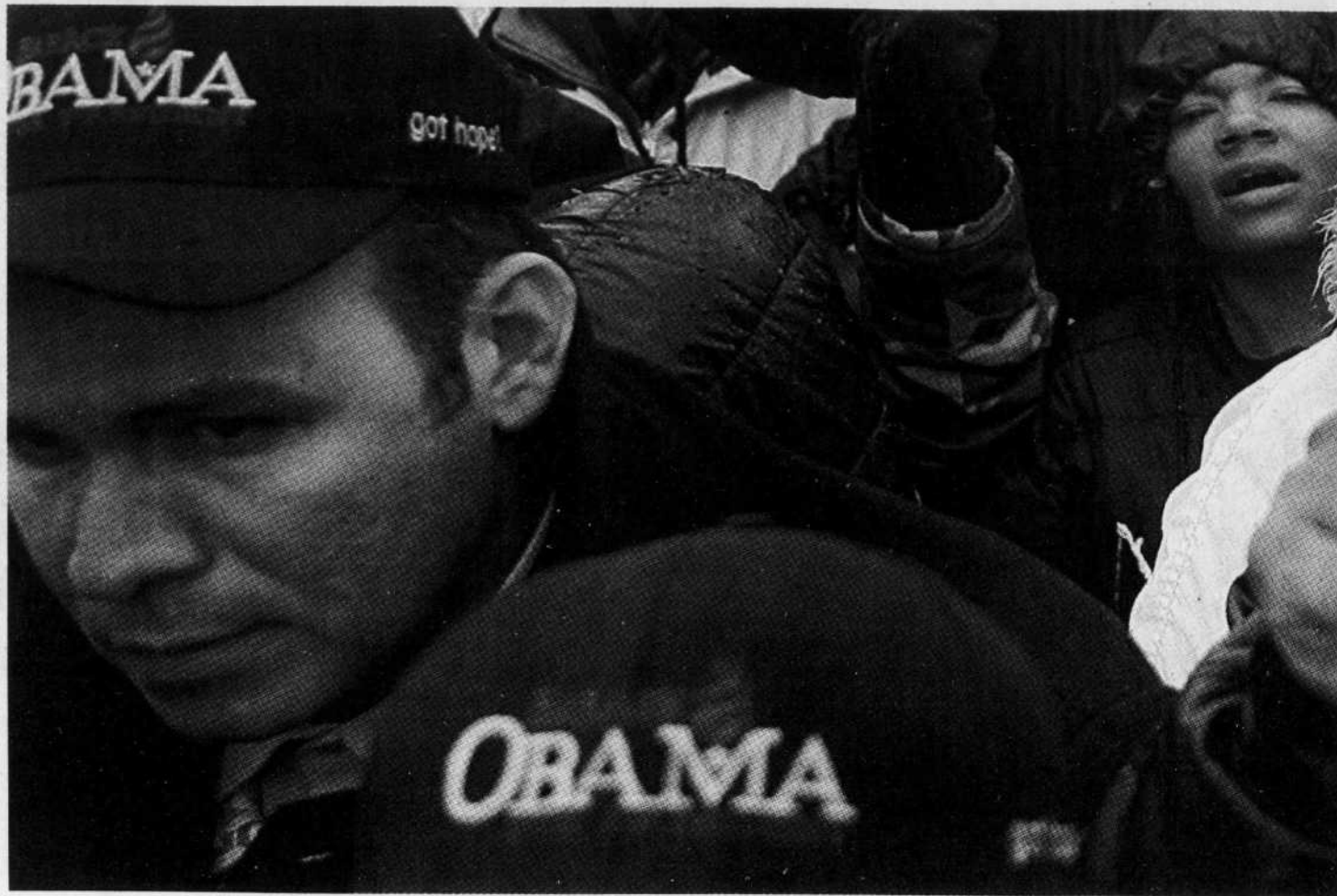
Derrière ce Political Action Committee, il y a les artisans de grandes victoires démocrates dans des États-clés comme le Kansas, pour la gouverneure Kathleen Sebelius, ou comme l'Ohio, avec le gouverneur Ted Strickland. D'autres groupes, comme le Joshua Generation Project (en référence à la génération qui suivit celle de Moïse et a amené les Hébreux à la Terre promise), ciblent les jeunes, et surtout les jeunes évangéliques. Enfin, ils visent tous à conquérir le véritable groupe pivot de 2008: les blancs catholiques, qui ont majoritairement voté en 2004 en faveur de George W. Bush (notamment les pratiquants — 62 %) sont désormais très divisés.

Sans donner des résultats remarquables (69 % des blancs évangéliques préfèrent McCain à Obama, contre 21 %, tout comme les catholiques blancs non hispaniques, 53 %), cette stratégie porte ses fruits: certains groupes montrent un glissement vers la gauche. Le Pew Forum on Religion and Public Life décelé une évolution dans le vote catholique traditionaliste et chez les Latinos protestants au profit de Barack Obama, ce qui pourrait être déterminant dans les nouveaux champs de bataille électoraux du Sud-Ouest (Colorado, Nouveau-Mexique, Nevada).

Bien sûr, avec la nomination de Sarah Palin, la droite religieuse a retrouvé son allant mais, avec cette mutation du Parti démocrate, certains, comme Eugene J. Dionne, en concluent déjà que l'ère de la droite religieuse touche à sa fin.



Les Églises constituent un acteur-clé de la politique américaine.



## 2008 redessine-t-elle la carte électorale des États-Unis ?

Même si Barack Obama ne sera pas compétitif dans les 50 États de l'Union, il dispose d'un large éventail d'options pour remporter la majorité nécessaire de 270 voix au Collège électoral



Le candidat démocrate Barack Obama en campagne en Ohio

## Le vote par anticipation, annonciateur d'une participation historique ?

JULIEN TOURREILLE

Dès le 20 septembre 2008, les Américains ont commencé à voter pour les élections du 4 novembre dans l'Idaho, le Delaware ou encore la Floride. Pas moins de 34 États, ainsi que le District de Columbia, autorisent en effet le vote par anticipation. Ce vote a donc commencé dès la fin du mois de septembre par voie postale. Et, en personne, il a débuté à la mi-octobre. Alors que cette procédure était en principe subordonnée à la justification de leur absence le jour du scrutin, elle a été assouplie depuis 2004, dans l'objectif avoué de réduire les files d'attente le 4 novembre prochain.

Le vote par anticipation obtient un très grand succès. En 2000, 15 % de l'électorat s'était prononcé avant la date officielle du scrutin, le pre-

mier mardi du mois de novembre. Cette proportion a été de 22,5 % en 2004 et elle devrait se situer aux alentours de 33 % en 2008, avec des sommets autour de 50 % dans certains États. Ironie du sort, dans les États-clés où le vote par anticipation a débuté (la Floride, le Colorado, l'Ohio, le Nevada, la Caroline du Nord et la Virginie), les électeurs ont souvent dû patienter des heures pour se rendre aux urnes.

Consentis de l'importance de ces votes malgré les défis qu'ils représentent, les candidats démocrate et républicain et leurs organisations dans chaque État sont ainsi mobilisés depuis de nombreuses semaines pour inciter leurs partisans à aller voter avant le 4 novembre. Le vote par anticipation est même parfois envisagé comme une des clés de l'élection, comme en Floride, où les démocrates ont dépé-

ché Hillary Clinton et Michelle Obama le jour même de l'ouverture des bureaux de vote.

L'énorme succès qu'a obtenu le vote par anticipation cette année (dans bien des comtés, les chiffres ont été multipliés par deux, par rapport à 2004, en l'espace de quelques jours) laisse présager une mobilisation exceptionnelle pour ces élections. Selon les estimations du professeur Michael McDonald, de l'université George-Mason, le 20 octobre 2008, plus de 2,2 millions d'électeurs américains s'étaient déjà prononcés.

Le taux de participation devrait dépasser les 60 % de 2004 et approcher, voire surpasser, le record de 64 % atteint en 1960. Avec pas moins de 213 millions d'électeurs potentiels, les élections de 2008 devraient être alors celles où le plus d'Américains auront voté dans l'histoire des États-Unis.

## Un pays, cinq systèmes de vote



CATHERINE GOULET-CLOUTIER

Chercheuse-boursière Marc-Bourgie à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM

Aux États-Unis, il n'existe pas de système de votation unifié, puisqu'il revient à chacun des 3117 comtés et villes indépendantes de choisir son propre système de vote. Le procédé n'est donc pas homogène, ni à travers le pays, ni au sein de chaque État, ni parfois même à

l'intérieur d'un comté. Ainsi, on retrouve (<http://www.electiondataservices.com/home.htm>) cinq systèmes de votation différents, touchant de façon inégale les comtés et les électeurs.

Machine à levier: ce système requiert de l'électeur qu'il actionne des leviers correspondant aux options désirées, qui sont alors comptabilisées mécaniquement. En 2008, ce type d'équipement n'est utilisé que dans l'État de New York, dans 62 comtés, représentant 6,7 % des inscrits. Dans tous ces comtés, un changement du système de votation est prévu en 2009, en raison de l'adoption du Help America Vote Act (HAVA) en 2002, qui favorise le remplacement de ces machines par des équipements électroniques ou optiques.

Bulletin à poinçonner: ce système, dans lequel chaque électeur doit trouver son bulletin de papier aux endroits correspondant à ses

préférences, permet un décompte électronique des votes. Depuis le scandale de 2000 concernant les votes de la Floride (c'est ce système qui a été à l'origine de la controverse dans cet État), l'emploi de cette méthode a fortement diminué, si bien que seulement 11 comtés regroupant à peine 0,1 % des inscrits l'utiliseront en 2008.

Système d'enregistrement électronique direct: cet équipement permet à l'électeur de sélectionner les options voulues à l'aide de boutons ou d'un écran tactile, options qui sont ensuite enregistrées sur une composante mémoire, puis comptabilisées électroniquement. Si l'emploi de cette méthode est en déclin depuis 2005 en raison de la popularité croissante des lecteurs optiques, 1068 comtés représentant 32,6 % des inscrits y auront néanmoins recours en 2008.

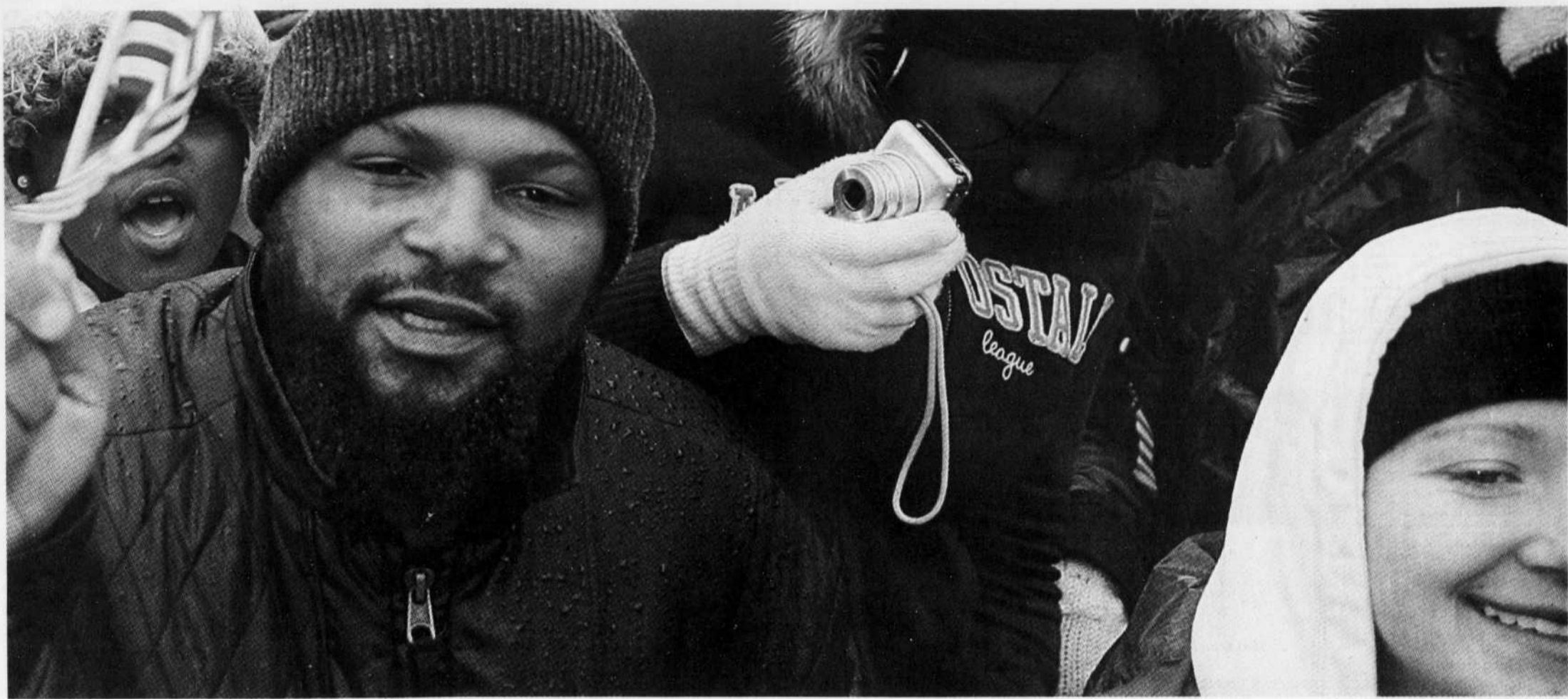
Système à lecture optique: ce système prévoit que l'électeur indique

son choix au crayon sur un bulletin de papier, qui est ensuite numérisé en vue d'un décompte électronique. Depuis l'adoption du HAVA en 2002, tous les comtés (86) qui ont changé d'équipement ont adopté ce système. Aujourd'hui, il s'agit de la méthode la plus utilisée, tant en nombre de comtés (1836) qu'en pourcentage des inscrits (56,2 %).

Bulletins de papier comptabilisés manuellement: ce système consiste en un décompte manuel, par des scrutateurs, des bulletins de papier marqués au crayon par les électeurs. Le 4 novembre, 56 comtés utiliseront cette méthode, pour seulement 0,2 % des inscrits.

Procédure mixte: pour les 84 comtés (représentant 4,22 % des inscrits) qui n'ont pas de procédure de vote unifiée, notamment ceux où des juridictions utilisent encore le décompte manuel, on dit qu'ils adoptent une procédure de votation mixte.

# LA PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE



JOE RAEDLEY / GETTY IMAGES / AFP



**JULIEN TOURREILLE**

Docteur en science politique, chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM. Il a codirigé *Le Conservatisme américain. Un mouvement qui a transformé les États-Unis*, Presses de l'Université du Québec, 2007.

ment définie et difficilement modifiable. Ainsi, la Californie, New York et le Massachusetts sont résolument démocrates, tandis que le Texas, l'Oklahoma et le Kansas sont irrémédiablement républicains. Les candidats ne perdent donc guère de temps à y faire campagne: ils se contentent de s'y rendre pour participer à des activités de financement.

D'un autre côté, il y a des États dont l'ancrage partisan n'est pas clairement établi. Les États pivots, traditionnellement définis comme des États dans lesquels l'écart entre le candidat républicain et le candidat démocrate, que ce soit lors de l'élection précédente ou dans les sondages pour l'élection en cours, est inférieur à 6 %, jouent un rôle déterminant. C'est donc là que les candidats concentrent leur temps, leur énergie et leurs ressources.

Ainsi, les dix États qui ont été les plus visités et où les dépenses électorales ont été les plus élevées au cours de l'automne 2008 sont sensiblement les mêmes qu'en 2000 et 2004: la Pennsylvanie, l'Ohio, la Floride, le Michigan, la Virginie, le Nouveau-Mexique, le New Hampshire, le Colorado et le Wisconsin.

L'Ouest des États-Unis et surtout le Colorado, le Nevada et le Nouveau-Mexique ont souvent été présentés comme les nouveaux champs de bataille dans la course à la Maison-Blanche. Et, de fait, ils ont acquis une importance nouvelle: les candidats s'y sont souvent déplacés, les démocrates ont tenu leur congrès d'investiture à Denver, au Colorado. Mais, à ce stade de la campagne, ils ne sont plus au centre de la stratégie des candidats.

La raison est arithmétique: les traditionnels États-clés de l'Est, comme la Pennsylvanie, l'Ohio et la Floride, concentrent 68 voix au Collège électoral, contre seulement 19 pour les «nouveaux» États pivots de l'Ouest.

Au cœur de la bataille, l'Ohio, et ses 20 voix au Collège électoral, est, comme en 2004, l'objet de toutes les attentions. Saturé de publicités des deux camps, visité régulièrement par les candidats, l'Ohio est un terrain compétitif: tout d'abord, en 2004, avec très peu de voix d'écart et un décompte

des bulletins contestés, l'Ohio a failli rejouer le drame de la Floride de 2000. Ensuite, l'État a durement été touché par la perte d'emplois industriels. Pas moins de 117 entreprises de plus de 50 employés ont fermé en 2008 et le taux de chômage y atteint 7,4 %, un sommet en 16 ans — ce qui, par définition, favorise Barack Obama. Enfin, un substrat de culture conservatrice, particulièrement dans les régions rurales, en fait un terrain de campagne intéressant, et primordial, pour John McCain.

**2008, année démocrate ?**

Malgré une certaine constance des champs de bataille électoraux, l'élection présidentielle de 2008 est marquée par un contexte spécifique lié à l'incertitude économique, qui favorise nettement le candidat démocrate et le rend très compétitif sur des terrains tendanciellement favorables aux républicains.

C'est particulièrement le cas en Floride et dans les comtés de banlieue des grands centres urbains. En effet, il y a à peine quelques semaines, la Floride semblait solidement installée dans le camp de John McCain. Elle est pourtant redevenue un terrain de lutte acharnée et serrée avec Barack Obama.

Deux raisons majeures expliquent les difficultés récentes du candidat républicain en Floride. Premièrement, son équipe de campagne n'a pas suffisamment tenu compte des particularités de l'électorat républicain dans cet État: excédé par la tournure de l'élection de 2000 et par la surenchère politique ayant entouré le cas de Terri Schiavo en 2005, cet électorat a en effet fortement évolué. Il est aujourd'hui plus favorable à une approche modérée, ouverte d'esprit, comme l'illustre l'élection du gouverneur républicain Charlie Crist en 2006.

Ces qualités étaient associées à John McCain, mais le choix d'une colistière ouvertement conservatrice comme Sarah Palin et la tonalité plus négative et plus agressive de sa campagne au cours des dernières semaines semblent avoir déçu nombre d'électeurs républicains de la Floride.

Deuxièmement, la Floride est l'un des États les

plus touchés par la crise actuelle. Le taux de saisie de logements, qui croît au rythme des pertes d'emplois, y est parmi les plus élevés aux États-Unis. A une échelle plus circonscrite, les banlieues, qui étaient devenues, en 2000 et en 2004, des places fortes de l'édifice républicain, sont désormais des lieux de campagne particulièrement prometteurs pour les démocrates. Après des années de forte croissance, elles sont durement touchées par la crise immobilière et par la hausse du coût de l'essence.

En outre, leur croissance démographique résulte largement de l'arrivée de jeunes professionnels diplômés — une catégorie de l'électorat favorable aux démocrates.

Dès lors, le comportement électoral des périphéries des villes sera déterminant dans des États-clés comme la Virginie, la Floride, le Colorado, le Nevada ou encore la Caroline du Nord. Les résultats dans des comtés tels que Grand Junction (Colorado), Elko et Washoe (Nevada), Wake (Caroline du Nord), Sarasota et Hillsborough (Floride), Prince William et Loudoun (Virginie) seront à surveiller le soir du 4 novembre.

La crise financière et les préoccupations concernant la situation économique, de même que l'aptitude des candidats à répondre adéquatement à ces enjeux, ont profondément modifié le paysage politique au cours de l'automne. Même si Barack Obama ne sera pas compétitif dans les 50 États de l'Union, comme il en avait l'ambition en début de campagne, il dispose d'un large éventail d'options pour remporter la majorité des 270 voix au Collège électoral.

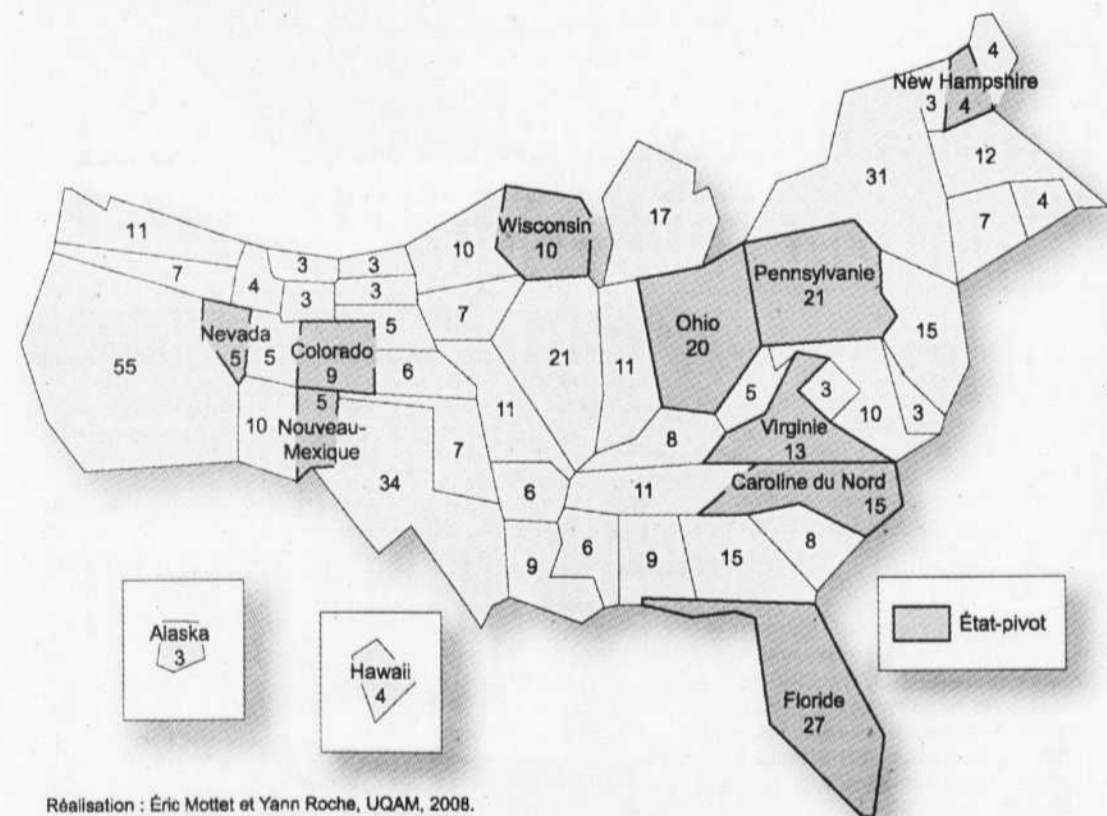
Distancé dans nombre d'États pivots, John McCain se trouve même sur la défensive dans les bastions républicains de la Floride, de la Virginie et de la Caroline du Nord. La géographie de cette élection en 2008 apparaît donc de plus en plus claire: si Barack Obama ne sera pas en mesure de faire basculer des États solidement républicains du côté démocrate, comme le Texas, l'Arizona et l'Oklahoma, il apparaît en excellente position pour remporter l'ensemble des États-clés.

**C**e sont 270 des 538 voix du Collège électoral qu'il faudra à John McCain ou à Barack Obama pour accéder à la Maison-Blanche. Ces 538 grands électeurs, élus par le peuple américain mardi prochain, sont répartis entre chaque État de l'Union en fonction de leur poids démographique, ce qui crée des distorsions importantes entre des États très peuplés (comme la Californie, avec ses 55 voix) et ceux qui le sont moins (comme l'Alaska, le Montana et le Vermont, qui n'en ont que trois).

C'est pour cela que, parmi les 50 États de la fédération (auxquels il faut ajouter le District de Columbia), seuls une dizaine d'entre eux jouent un rôle déterminant dans l'issue du scrutin. À cet égard, l'élection de 2008 est largement semblable aux précédentes: la Floride, l'Ohio ou encore la Pennsylvanie demeurent incontournables sur la route de la Maison-Blanche. Si, en ce sens, la campagne est assez classique, il reste que, en s'appuyant tant sur le contexte économique que sur ses ressources financières colossales, Barack Obama pourrait, le temps de ce cycle électoral, redessiner la carte électorale des États-Unis.

**Un terrain de campagne classique**

Dans certains États, l'affiliation partisane est solide-



Réalisation : Éric Mottet et Yann Roche, UQAM, 2008.



Le candidat républicain John McCain en campagne en Floride

CARLOS BARRIA REUTERS

**UN REGARD ÉCLAIRÉ SUR LA POLITIQUE AMÉRICAINE**

Élisabeth Vallet  
**Le Duel**  
 Les dessous de la télévision présidentielle américaine  
 280 PAGES, 15,95 \$, ISBN 978-2-89448-558-3

244 PAGES, 19,95 \$, ISBN 978-2-89448-512-2  
**L'ERREUR**  
 L'échec américain en Irak cinq ans plus tard

Chaire Raoul-Dandurand  
 en études stratégiques et diplomatiques

20 SEPTEMBRE. UQAM  
 Membre de l'Association nationale des éditeurs de livres

ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES

**Editions Nota bene**  
 Des livres pour savoir

Pour mieux évaluer la situation après le 4 novembre prochain

Charles-Philippe David  
 Les États-Unis et le monde après Bush  
 Jean-Frédéric Légaré-Tremblay

107 P. 12,95 \$

Un livre clair et brûlant d'actualité par un des plus importants spécialistes de la question américaine.

www.editionsnotabene.ca

**LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES**

**4 ÉMISSIONS À NE PAS MANQUER À CANAL SAVOIR**

Sous la loupe des experts de la Chaire Raoul-Dandurand  
**LES SAMEDIS À 21 H**

**1<sup>er</sup> NOVEMBRE**  
**FIN DE LA CAMPAGNE: QUI SERA LE GAGNANT?**  
 Avec Louis Balthazar, Christian Debloek, Frédéric Gagnon, Éric Marquis et Karine Prémont.

**8 NOVEMBRE**  
**ÉLECTIONS AMÉRICAINES: QUEL IMPACT SUR LE QUÉBEC?**  
 Avec Louis Balthazar, Frédéric Gagnon, Thierry Giasson, Carl Grenier et Guy Lachapelle.

**15 NOVEMBRE**  
**VERS UNE NOUVELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE?**  
 Avec Sami Aoun, François Brousseau, Charles-Philippe David, Pierre Jolicoeur et Julien Tourreille.

**22 NOVEMBRE**  
**LES RÉSULTATS DU 4 NOVEMBRE: CONSTATS, LEÇONS ET CONSÉQUENCES**  
 Avec Louis Balthazar, Christian Debloek, Frédéric Gagnon, Jean-Marc Léger, Éric Marquis, John Parisella, Karine Prémont et Greg Robinson.

canal SAVOIR Pour en savoir plus, visitez le [www.canal.qc.ca](http://www.canal.qc.ca)

EN COLLABORATION AVEC:  
 Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques Raoul Dandurand Chair of Strategic and Diplomatic Studies

UQAM

## LA PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE



JASON REED REUTERS

## Séisme au Congrès



FRÉDÉRIK GAGNON

Professeur de science politique et directeur adjoint de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM

On avait rarement vu le leader de la majorité à la Chambre des représentants, Tom DeLay, arborer un si large sourire. C'était en 2004. Les républicains du Congrès venaient de gagner, une fois encore, la confiance des électeurs et bien peu croyaient aux chances des démocrates de remettre la main de sitôt sur la Chambre des représentants et le Sénat. Mais, quatre ans plus tard, aucun républicain n'entend à rire...

La secousse électorale de 2006 — qui s'est soldée par une victoire démocrate — n'était qu'un avant-goût du choc sismique qui s'annonce au Capitole mardi: les astres semblent effectivement s'être alignés pour que les démocrates y élisent leur plus grande majorité depuis la présidence de Jimmy Carter. Une excellente nouvelle pour Barack Obama, qui, s'il est élu, devra disposer de solides appuis à l'autre extrémité de Pennsylvania Avenue pour réaliser ses promesses. John McCain n'aurait pour sa part pas fini de grincer des dents: ses relations avec le Congrès seraient aussi épineuses que celles entre Bill Clinton et les républicains après 1994 ou que celles entre George W. Bush et les démocrates après 2006.

## La Chambre des représentants

Sur les 435 élections de la Chambre des représentants prévues mardi (tous les sièges de cette chambre sont à pourvoir), seule une cinquantaine sont réellement compétitives. Le problème pour les républicains est qu'ils doivent soutenir dix-neuf sièges aux démocrates pour reprendre le contrôle de la Chambre, alors qu'à peine douze démocrates sont véritablement en difficulté. Le défi est d'autant plus grand qu'une quarantaine de républicains sont vulnérables dans d'autres circonscriptions.

Les causes de cette conjoncture sont multiples: plusieurs républicains sont démolés par le bilan de leur parti et ont décidé de mettre un terme à leur carrière politique, ce qui donne le champ libre aux démocrates dans plusieurs circonscriptions, mais les électeurs rejettent également le Parti républicain, jugé responsable des déboires économiques du pays (85 % des Américains estiment que l'économie se dégrade, tandis que 70 % jugent que Bush a mal géré la crise financière).

On s'attend ainsi à voir les démocrates ajouter entre vingt et trente sièges à leur majorité de 2006, ce qui, selon le scénario le plus optimiste, porterait l'écart à 265-170 en leur faveur, du jamais vu depuis l'élection de 1990. La présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, aurait donc les coudées franches pour appuyer les projets du président Obama ou pour contrer les plans d'un gouvernement McCain.

## Le Sénat

Pour les démocrates, le véritable enjeu des législatives de mardi est en réalité le Sénat. Ils y disposent actuellement d'une majorité de 51 contre 49, mais ils rêvent d'accroître cette avance de neuf sièges pour

prévenir les manœuvres dilatoires de la minorité républicaine. Il faut en effet une «supermajorité» de 60 sénateurs pour contourner les manœuvres de blocage politique au sein de cette chambre, dont les règles et procédures permettent à un groupe de 41 élus d'empêcher l'adoption des projets de loi, amendements ou nominations inscrits à l'ordre du jour.

Les démocrates n'auront pas obligatoirement besoin d'être au nombre de 60 pour faire progresser les dossiers: il leur suffirait d'être 55 et de convaincre, de temps à autre, quelques républicains modérés de faire coalition avec eux pour garantir l'adoption de leurs projets. Mais les sénateurs républicains plus conservateurs, frustrés d'avoir vu leur puissance fondre comme neige au soleil depuis 2004, n'auront aucun scrupule à tenter d'enrayer les projets démocrates.

Obama pourrait donc être forcé d'édulcorer ses positions sur des enjeux comme la réforme de l'assurance maladie et l'augmentation des impôts des plus riches — soit ce pourquoi il martèle depuis plusieurs semaines qu'il lui faut une retentissante victoire des siens au Sénat. Cette victoire est-elle possible?

Tout dépendra du taux de participation des électeurs et, surtout, de l'effet des «basques du candidat présidentiel» (*presidential coattails*), c'est-à-dire la capacité d'Obama de faire voter plus de ses collègues grâce à sa forte popularité.

Il ne fait cependant aucun doute que la mathématique électorale a de quoi faire rêver les «Obama-niques»: sur les trente-cinq élections sénatoriales prévues cette année, une seule démocrate est vulnérable (Mary Landrieu, en Louisiane), alors que onze sièges républicains risquent de basculer: ceux de Pete Dornici (Nouveau-Mexique), John Warner (Virginie), Elisabeth Dole (Caroline du Nord), Gordon Smith (Oregon), Ted Stevens (Alaska), John Sununu (New Hampshire), Wayne Allard (Colorado), Norm Coleman (Minnesota), Saxby Chambliss (Georgie), Mitch McConnell (Kentucky) et Roger Wicker (Mississippi).

## Le Congrès et le président après 2008

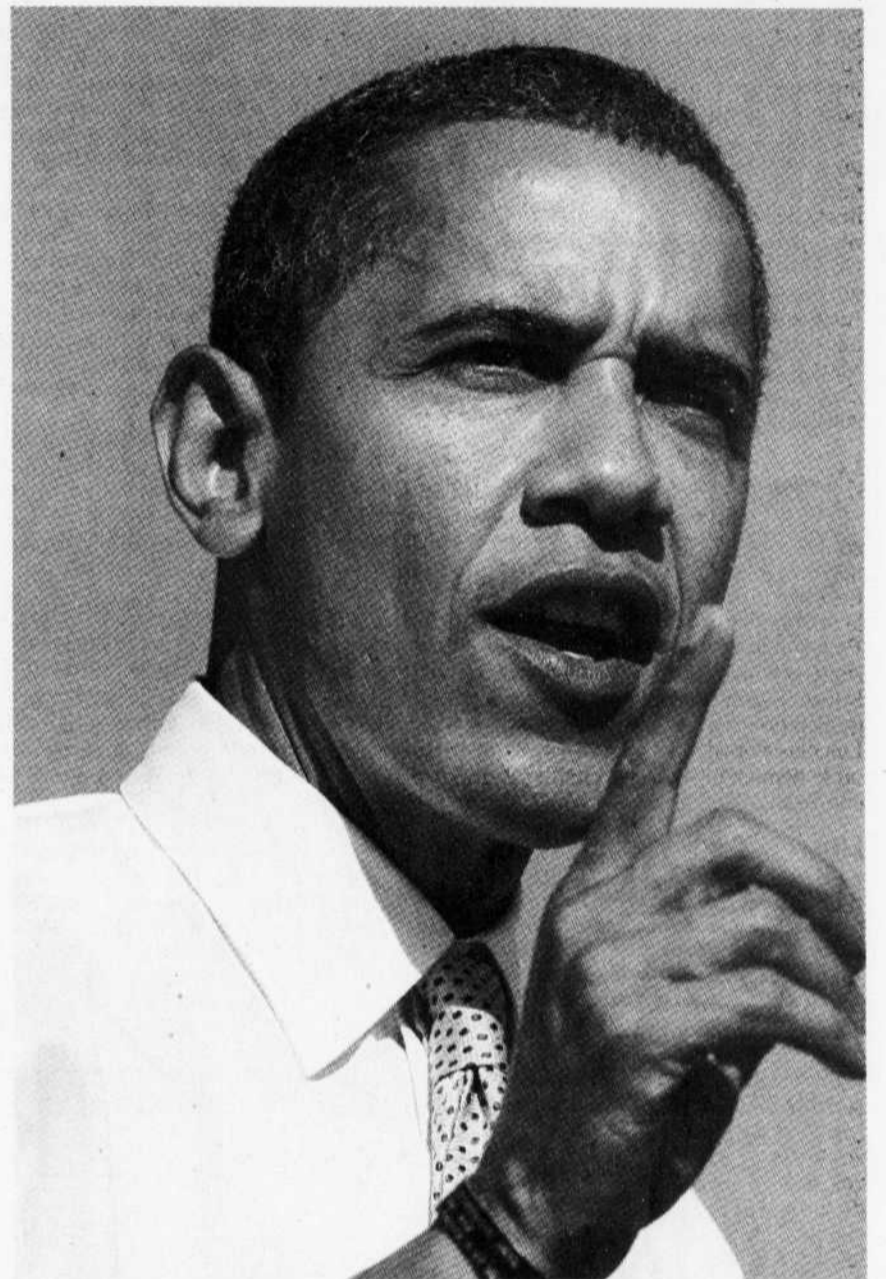
Les démocrates auront donc les yeux rivés sur ces courses mardi, mais ne pas franchir la barre des soixante sénateurs ne comporterait pas des désavantages. En effet, les Américains auront des attentes démesurées envers le prochain président, alors qu'il lui sera pratiquement impossible de trouver des solutions rapides aux principaux maux du pays que sont la crise financière, le ralentissement économique et les difficultés de la guerre en Irak. Obama pourrait ainsi juger utile, lorsqu'il demandera aux Américains de le réélire en 2012, d'affirmer que les «obstructionnistes» du Sénat l'ont empêché de gouverner efficacement.

Les blocages politiques vont, par ailleurs, certainement survenir si John McCain gagne l'élection présidentielle. Le couple McCain-Palin aura de la difficulté à convaincre les majorités démocrates d'adopter des lois permettant l'ouverture de forages pétroliers dans la réserve naturelle d'Alaska (ANWAR). Qui plus est, un gouvernement républicain serait peut-être forcé de plier l'échine devant la volonté du Congrès d'augmenter les impôts des plus riches ou — qui sait — de réduire les fonds pour poursuivre la guerre en Irak.

Chose certaine, la défaite d'Obama laisserait un goût amer dans les rangs démocrates et inciterait le parti à se battre sur sa puissance au Congrès pour rendre hommage à la pensée de James Madison qui, dans *Les Fédéralistes* (*Federalist Papers*), écrivait que la démocratie américaine doit permettre aux uns de «contrer les ambitions» des autres. Rien de bien encourageant pour un candidat républicain qui a semblé être à la remorque des événements durant toute la campagne et qui n'a pas toujours donné le sentiment de savoir quelle orientation donner au pays.

# Teddy McCain ou Franklin Obama? Un Roosevelt peut en cacher un autre

Un gouvernement républicain serait peut-être forcé de plier l'échine devant la volonté du Congrès d'augmenter les impôts des plus riches



JIM YOUNG REUTERS

Au fur et à mesure que la crise financière s'est aggravée, Barack Obama n'a pas manqué de souligner le parallèle avec le krach de 1929 et les mesures draconiennes et novatrices du New Deal.

## Le vote jeune: l'année de tous les possibles

SANDRA  
LE COURTOIS

Chercheuse à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM

«Si Barack Obama n'est pas le prochain président des États-Unis, je blâmerai les juifs», voilà le message scandé par Sarah Silverman, humoriste juive et militante pour Barack Obama, dans une vidéo (disponible à [www.thegreatschlep.com](http://www.thegreatschlep.com)). Elle y incite notamment les jeunes électeurs américains juifs à rendre visite à leurs grands-parents en Floride, puisque plus de 650 000 juifs y passent leur retraite, afin d'aller voter pour Obama. Sous-estimés et sous-représentés dans les sondages, les jeunes Américains représentent pourtant, selon l'organisation Rock the Vote ([www.rockthevote.com](http://www.rockthevote.com)), 44 millions d'électeurs potentiels, soit un cinquième de la population américaine en âge de voter.

## Un taux de participation à la hausse

Alors que, durant les présidentielles de 2004, un tiers seulement d'entre eux s'étaient déplacés aux urnes, les résultats des primaires de 2008, où leur participation a augmenté de 103 %, indiquent déjà qu'ils devraient être plus nombreux à exercer leur droit de vote cette année.

Obama l'a compris — sans doute mieux que John McCain — persuadé que, si certaines catégories d'Américains ne se déplacent pas pour voter, ce qui est

particulièrement le cas des jeunes âgés de moins de 25 ans, c'est à lui de leur donner une bonne raison de le faire. Il a donc mis un point d'honneur à non seulement parler aux jeunes directement, mais également à leur parler de sujets importants pour eux.

S'il est vrai que les jeunes électeurs américains sont majoritairement préoccupés par l'économie et la guerre en Irak, ils veulent également que leur futur président aborde des sujets qui les af-

### Pour la première fois dans les élections américaines, les nouvelles technologies sont utilisées de manière massive

fectent directement: les soins de santé, l'accès à l'université, l'environnement, l'emploi, l'immigration ([www.rockthevote.com](http://www.rockthevote.com)). Peut-être est-ce le signe d'un important choc générationnel, puisque les jeunes électeurs américains montrent une inclination indéniable pour le Parti démocrate: 61 % des électeurs de la génération Y, âgés de 18 à 29 ans, appuient (selon un sondage mené le 6 octobre par USA Today/MTV/Gallup) le tandem Obama-Biden, contre 32 % pour le duo McCain-Palin.

## Un tournant historique

Bien que la tendance ait été amorcée en 1996 et qu'elle ait été associée avec la campagne *hi-tech* d'Howard Dean, véritable pionnier des nouvelles technologies dans sa course à la présidence démocrate de 2004, les présiden-

tielles de 2008 représentent un véritable précédent.

Pour la première fois, les nouvelles technologies sont utilisées de manière massive. Et il est indéniable que les démocrates ont une longueur d'avance sur les républicains dans ce domaine. Ainsi, le Spartan Internet Political Performance Index, premier outil de mesure quantitative de la performance dans Internet des candidats présidentiels ([www.spartaninternet.com](http://www.spartaninternet.com)), situait, le 16 octobre 2008, les démocrates à 65 % des parts du marché Internet, alors que les républicains en obtiennent 35 % (pour

les candidats à la présidentielle eux-mêmes, ces données sont de 39 % pour Obama et 15 % pour McCain).

Barack Obama a poussé la machine beaucoup plus loin, conduisant le *Washington Post* à qualifier la campagne présidentielle de 2008 «d'historique». Facebook, MySpace, MiGente, YouTube, BlackPlanet sont autant de nouvelles technologies utilisées de manière massive afin de rejoindre l'électorat jeune.

En outre, aucun candidat à la présidence n'avait encore acheté de la publicité dans des jeux vidéo, comme vient de le faire Barack Obama.

Ces publicités, qui peuvent être vues dans 18 jeux sur X-Box, de Guitar Hero 3 en passant par Madden NFL 09, visent une catégorie très spécifique d'électeurs: les hommes âgés de 18 à 34 ans

qui ne regardent pas la télévision ou qui ne lisent pas beaucoup et qui sont donc particulièrement difficiles à rejoindre.

## Un rôle décisif ?

Parmi The League of Young Voters, Black Youth Vote, MoveOn, VotoLatino, NewVotersProject, l'organisation Rock the Vote, organisation non partisane, représente un des nombreux groupes ayant pour objectif de faire «sortir» le vote jeune.

Par des moyens tels que la musique, la culture populaire ou les nouvelles technologies, ils veulent inciter les jeunes à s'inscrire et à aller voter. Un rapport officiel de l'organisation parle d'ailleurs que les jeunes joueront un rôle décisif le 4 novembre.



JIM YOUNG REUTERS

Les jeunes électeurs américains montrent une inclination indéniable pour le Parti démocrate.

Charles-Philippe David

COLLECTION

POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET SÉCURITÉ

AU SEIN DE LA MAISON-BLANCHE

La formulation de la politique étrangère des États-Unis

AU SEIN DE LA MAISON-BLANCHE

La formulation de la politique étrangère des États-Unis

2<sup>e</sup> édition

ISBN : 2-7637-8046-6 • 750 pages • 42 \$

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

[www.pulaval.com](http://www.pulaval.com)

## LA PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE



## SERGE RICARD

Professeur émérite de civilisation américaine à la Sorbonne.

Il a notamment publié *Théodore Roosevelt: principes et pratique d'une politique étrangère (aux presses de l'Université de Provence) et vient de diriger, avec Pierre Melandri, La Politique extérieure des États-Unis au XX<sup>e</sup> siècle: le poids des déterminants intérieurs (Paris, L'Harmattan, 2008).*

se et un fin praticien de l'équilibre des puissances, tout autant qu'un «multilatéraliste» avant la lettre. Même sa vision antiwilsonienne d'un nouvel ordre mondial à l'issue de la Grande Guerre est mal comprise de McCain, qui, dans un article publiée dans le numéro de novembre-décembre 2007 de *Foreign Affairs*, commet un autre contresens historique en proposant une «Ligue mondiale des démocraties», qu'il oppose au projet contrarié de Société des Nations et compare à l'idée rooseveltienne de «Ligue de la Paix» — formée des grandes puissances éprises de paix et conçue en fait par son auteur comme un club de pays «civilisés» et point nécessairement «démocratiques». Ce faisant, il revendique à tort un héritage qui se concrétisa véritablement pendant la Deuxième Guerre mondiale avec la Charte de l'Atlantique de 1941 et la Déclaration des Nations unies de 1942, dues au président démocrate Franklin Roosevelt.

## Le poids de Franklin Roosevelt dans la crise

Le recours aux analogies historiques et le positionnement idéologique derrière de grandes figures de leur parti respectif auront finalement été pratiqués par les deux camps. Au fur et à mesure que la crise financière s'est aggravée, Barack Obama n'a pas manqué de souligner le parallèle avec le krach de 1929 et les mesures draconiennes et novatrices du New Deal, s'identifiant ainsi au second Roosevelt, dont il a plusieurs fois emprunté ou paraphrasé la rhétorique et avec lequel il partage éloquence et charisme.

L'occasion était trop belle de s'approprier F. D. R., que l'Amérique n'a pas oublié quand son adversaire plastronnait avec T. R., dont plus personne ne se souvient. La comparaison, à vrai dire, est ici plus probante. Obama, la crise aidant, peut rêver de reconstruire la grande coalition de Franklin Roosevelt (cols bleus, minorités, syndicats) que Nixon et Reagan firent voler en éclats. Il dispose aussi d'une équipe d'économistes qui n'est pas sans rappeler les *New Dealers* du 32<sup>e</sup> président.

La situation internationale appelle par ailleurs une nouvelle démarche, plus consensuelle, en vue de régler les problèmes, afin de restaurer la confiance des alliés des États-Unis, mise à mal par l'unilatéralisme de George W. Bush.

## L'ombre des Roosevelt sur la Maison-Blanche

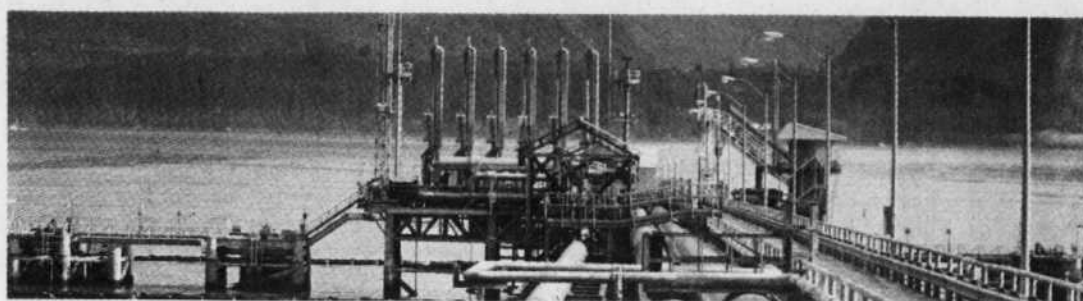
La crise financière n'est pas près de se résorber et tous les spécialistes prévoient que seul un traitement de choc pourrait en venir à bout. De tous côtés, on prône une réforme radicale d'un système dont les États-Unis sont l'acteur-clé, mais sa réalisation est suspendue à cette élection.

Quel que soit le nouveau président, le monde inquiet, qui espère un nouveau Bretton Woods, et l'Amérique déstabilisée attendent de lui qu'il soit un nouveau Roosevelt. Dans ce rôle, le démocrate Obama serait plus crédible que le républicain McCain, dont le parti a, depuis les années Reagan, favorisé la déréglementation et encouragé les pratiques spéculatives qui ont abouti au chambardement actuel. Le scénario d'un retour de l'interventionnisme fédéral («plus d'Etat») paraît davantage écrit pour un démocrate, mais on ne saurait jurer de rien en politique, où beaucoup adorent un jour ce qu'ils ont brûlé jadis.

Ce que l'on peut pronostiquer, quelle que soit l'issue du scrutin, c'est que l'ombre des deux Roosevelt planera sur le débat économique, celle de Franklin bien sûr, mais aussi celle de Theodore, son oncle par alliance et son lointain cousin, dont le «Nouveau Nationalisme» de 1912 inspirera ses anciens partisans dans l'équipe du New Deal vingt ans plus tard. Car Teddy Roosevelt, n'en déplaise à ses admirateurs républicains, fut une exception au sein de son parti et ressembla davantage qu'il ne voulait l'admettre aux démocrates réformistes qu'il combattait.



INTERNATIONAL PORTRAIT GALLERY  
Theodore Roosevelt (1858-1919)



Oléoducs au terminal de Valdez, en Alaska

## Les démocrates à l'assaut de la dernière frontière



## JOËL PLOUFFE

Docteur en science politique et chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM

C'est le dernier État qui s'est joint à l'Union, en 1959, la réserve énergétique des États-Unis avec environ 20 % de la production nationale. Son flanc septentrional. Et un bastion républicain qui a toujours voté rouge, sauf en 1964. Depuis la découverte du plus grand gisement pétrolier des États-Unis à Prudhoe Bay en 1968 (80 % des revenus de l'État proviennent des hydrocarbures aujourd'hui), il souffre, sur cet État qu'on appelle «la dernière frontière», un vent d'opulence puisque la ruée vers l'or noir a métamorphosé sa situation économique. Et cet automne, il y règne une effervescence politique inédite.

## L'autre «effet Palin»

L'Alaska a toujours été la grande oubliée des élections présidentielles. D'une part parce qu'elle ne représente que trois grands électeurs du collège électoral chargé d'élire le président. D'autre part parce que le seul candidat à visiter l'Alaska a été Nixon en 1960, pour tenir sa promesse de faire campagne dans les 50 États: il s'y était rendu au lieu de clore sa campagne dans des États-clés comme le Texas et l'Illinois (ce que faisait alors Kennedy), qu'il a perdu le jour du scrutin.

Les choses ont pourtant changé. Elles se sont transformées à la fin des années 60 lorsque l'Alaska est devenu le nouveau Klondike. Elles ont évolué en 2008 en raison de la crise énergétique et des tensions au Moyen-Orient, qui ont mené les Américains à privilégier une source d'approvisionnement plus «locale».

Elles ont changé également avec la nomination de Sarah Palin comme colistière de John McCain, plaçant de ce fait l'État alaskien sous les projecteurs. Sans surprise, la présence de la gouverneure de l'Alaska sur le bulletin du 4 novembre va consolider les bases républicaines d'un État lointain, traditionnellement oublié des campagnes présidentielles, dont la population de 700 000 âmes a parfois plus d'affinités avec ses voisins canadiens et russes qu'avec ses compatriotes du continent. La présence d'une Alaskienne dans la course peut permettre aux électeurs de renouer des liens avec les 49 autres États.

À cet égard, pour la première fois de l'histoire de l'État, la population de l'Alaska est présente dans la campagne électorale fédérale, elle a trouvé une tribune pour faire valoir sa puissance énergétique, ainsi qu'une porte-parole. Depuis sa conversion de simple territoire en véritable État en 1959, l'Alaska cherche sa place au sein de l'Union, et 2008 pourrait donc marquer le début d'une nouvelle ère.

## Un combat difficile

L'emprise républicaine est incontestée depuis l'élection du président républicain Richard Nixon en 1968. Lors des précédentes élections, d'ailleurs, en

2004, le démocrate John Kerry avait écarté toute possibilité de remporter les votes de ces grands électeurs: il n'y avait donc fait aucun effort de campagne.

Durant ce même cycle électoral, les électeurs alaskiens avaient choisi deux autres républicains pour les représenter à Washington: Lisa Murkowski, au Sénat, et, sans surprise, Don Young, qui représente l'Alaska à la Chambre depuis 1973. De fait, depuis la défaite du sénateur Mike Gravel en 1980, l'Alaska n'est représenté au Congrès que par des républicains.

Et pourtant, avec ses sept bureaux, pour la plupart concentrés dans certains quartiers d'Anchorage, l'équipe Obama-Biden mène la course en Alaska comme s'il s'agissait d'un véritable État-clé. La démarche d'Obama en Alaska, comme ailleurs dans des bastions républicains plus déterminants dans cette course telle la Virginie et la Caroline du Nord, relève de la «Stratégie des 50 États», mise en place par le président du Comité national démocrate (DNC), Howard Dean. Ainsi, de Kodiak et Juneau à Barrow, les équipes de campagne se sont mobilisées à travers l'État pour se rendre, en avion de brousse, jusque dans tous les villages inaccessibles pour rencontrer les électeurs les plus septentrionaux des États-Unis et installer des affiches là où le Parti démocrate avait été absent pendant plus de quarante ans.

En ce sens, ce qui se passe en Alaska est symptomatique de l'évolution du Parti démocrate et de la spécificité de la campagne de Barack Obama. Bien sûr, l'Alaska est — contrairement à l'image qu'en renvoie Sarah Palin — moins axé sur le conservatisme moral (les positions des Alaskiens sur l'avortement ou le mariage gai équivalent à celles de la moyenne des Américains), mais probablement plus encline au conservatisme économique. Moins vulnérable que le continent au séisme financier et économique qui a secoué Wall Street, cet État est moins perméable aux inflexions sociales du candidat démocrate.

## L'audacieux pari du parti de l'âne

Pourtant, l'équipe démocrate tente le pari. D'abord, Barack Obama et le Parti démocrate ont les moyens financiers, compte tenu de la disproportion des coffres des deux candidats, d'investir dans des États qui ne tomberont pas nécessairement dans leur escarcelle — John McCain y bénéficie d'une avance de 15 points. Et ce, d'autant plus que Barack Obama dispose probablement de plus d'argent qu'il ne pourra en dépenser d'ici le scrutin.

À moyen terme, et particulièrement pour l'élection en 2012, cet investissement pourrait finir par rapporter, car les candidats républicains à la présidentielle y voient leur soutien décroître lentement (en 2000, l'écart était de 31 points, en 2004, de 25 points, en 2008, de moins de 20 points).

Enfin, à court terme, Barack Obama veut pouvoir, s'il est élu, bénéficier du soutien d'un Congrès démocrate: en investissant en Alaska, il appuie donc indirectement les candidatures des démocrates au Congrès et à toutes les chances d'obtenir gain de cause. En effet, alors que les républicains sortants — le sénateur Ted Stevens et le représentant Don Young — ont subi les affres d'enquêtes criminelles, les candidats démocrates Ethan Berkowitz et Mark Begich ont bon espoir de parvenir à conquérir respectivement la Chambre des représentants et le Sénat.

De toute évidence, en ouvrant un nouveau front électoral en Alaska, le Parti démocrate a décidé de mettre un terme à la domination républicaine qu'avait imaginée Karl Rove.

## Les contresens historiques de John McCain

Comment McCain, alors que fait rage la lutte contre le terrorisme international, ne serait-il pas tenté de se réclamer du premier Roosevelt, républicain et héros de guerre comme lui et, qui plus est, adepte de la politique du «gros bâton» en politique étrangère? Pourtant, il y a, en la circonstance, contresens historique et abusive captation d'héritage. En effet, Teddy Roosevelt fut, sur la scène politique de l'époque, l'aiguillon progressiste et interventionniste du «parti de Lincoln» alors dominé par les conservateurs, à l'heure où le démocrate William Jennings Bryan brandissait contre lui l'étendard populiste.

## L'héritage novateur de Teddy Roosevelt

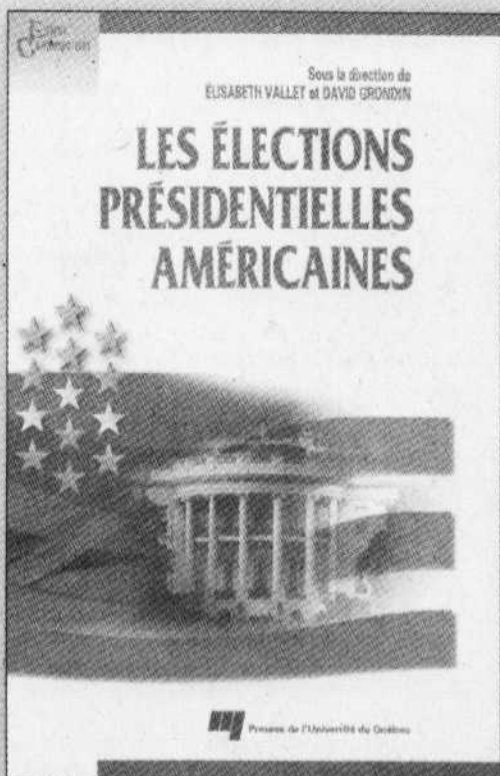
Même si le bilan du 26<sup>e</sup> président en politique intérieure paraît modeste au regard de son zèle réformateur, il demeure sans conteste le premier président écologiste, soucieux de l'environnement et de la préservation des ressources naturelles pour les générations futures. On cherche en vain une quelconque filiation, dans un Parti républicain «droitiste» depuis les années 1980, avec celui de 1901-1912, que Theodore Roosevelt abandonna d'ailleurs pendant quatre ans, faute de se reconnaître en lui après son départ de la Maison-Blanche, pour fonder le Parti progressiste et se présenter sans succès à l'élection de 1912; et on voit mal la ressemblance supposée entre le partisan du forage intensif des gisements pétrolières américains et l'homme qui donna à la postérité Yosemite et le Grand Canyon, ainsi que des millions d'hectares, soustraits à la cupidité des entreprises minières.

En matière de politique extérieure, le rapprochement est tout aussi dénué de fondement. Roosevelt, nonobstant ses poses guerrières, fut un diplomate avi-

Collection

## Enjeux contemporains

Collection dirigée par Élisabeth Vallet et Charles-Philippe David



## LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AMÉRICAINES

Sous la direction d'Élisabeth Vallet et David Grandin

Rassemblant des points de vue politique, juridique, sociologique et historique, cet ouvrage permet de mieux comprendre la vie politique américaine, la nature des enjeux politiques et les spécificités de ce système électoral.

29\$



## LE CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS

Sous la direction de Frédéric Gagnon

40\$



## L'EMPIRE BLESSÉ

Washington à l'épreuve de l'asymétrie

Barthélémy Courmont

29\$



## LA PRÉSIDENTIE DES ÉTATS-UNIS

Sous la direction d'Élisabeth Vallet

35\$



## LE CONSERVATISME AMÉRICAIN

Un mouvement qui a transformé les États-Unis

Sous la direction de Charles-Philippe David et Julien Touraille

29\$

## LA PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

## L'inconnue de l'isoloir: la carte raciale



GREG ROBINSON

Professeur d'histoire à l'UQAM, membre de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand. Il publiera *A Tragedy of Democracy: Japanese Confinement in North America*, chez Columbia University Press au printemps 2009, et il a codirigé une encyclopédie de la culture afro-américaine parue à Detroit, chez Gale en 2000 (Encyclopedia of African American Culture and History Supplement).

Longtemps étudiée durant cette campagne électorale, la question raciale aux États-Unis pourrait finir par peser de plusieurs manières, à la fois évidentes et insoupçonnées. De fait, plusieurs commentateurs ont récemment insisté sur le fait qu'être noir dans une Amérique blanche pourrait finir par desservir la candidature de Barack Obama, premier candidat afro-américain issu d'un grand parti. Et, dans une certaine mesure, les sondages leur donnent raison puisqu'ils indiquent l'existence d'une souche de l'électorat (environ 20 %) résolulement et viscéralement opposée à toute candidature noire.

D'aucuns évoquent le surnois effet Bradley (*Bradley effect*) en vertu duquel un candidat noir aura, au final, moins de voix que les sondages ne l'indiquent, car les sondés sont toujours plus réfractaires à avouer leur réticence qu'à l'exprimer dans le secret de l'isoloir.

Ce phénomène fait référence aux deux campagnes pour le poste de gouverneur qu'a menées Tom Bradley, maire de Los Angeles, au cours des années 1980: chaque fois, Bradley bénéficiait d'un avantage sensible dans les sondages à la veille du scrutin, et chaque fois, pourtant, il a perdu l'élection.

Ce racisme latent va de pair avec la verve religieuse des commentateurs et bloggeurs conservateurs: usant du deuxième prénom que le candidat démocrate n'utilise jamais, ils parlent avec dérision de «Barack Hussein Obama», laissant planer le doute sur ses origines et son attachement religieux. Et le message a fait son chemin dans la population républicaine, comme en atteste la déclaration d'une femme, au micro que lui tendait John McCain à Lakeville (Minnesota), le 10 octobre dernier, faisant part de ses craintes: «C'est un Arabe!» Les dénégations de John McCain, bienvenues dans un pays désabusé par la politique, ne suffiront sans doute pas.

## Des groupes minoritaires concurrents

La notion même de préférence raciale n'existe pas seulement au sein de la population majoritaire. En effet, une histoire commune de marginalisation ne rend pas nécessairement alliés les groupes raciaux: la concurrence économique et la méfiance réciproque ont fini par nuire aux relations interminoritaires.

D'ailleurs, malgré l'appui que certains leaders mexicano-américains ont donné à Obama lors des primaires, y compris, en fin de compte, celui de Bill Richardson, gouverneur du Nouveau-Mexique, Hillary Clinton a obtenu le soutien massif des Hispaniques dans le grand État de la Californie. Cela étant dit, alors que le Parti républicain ne cessait d'en grignoter les voix depuis une décennie, en novembre, le vote hispanique devrait, selon le Pew Hispanic Center, être massivement pro-démocrate (66 %, contre 23 % pour McCain).

Par contre, chez les Américains d'origine asiatique, la tendance est moins évidente — en dehors de son État d'origine, Hawaii, où le sénateur est très populaire chez une population majoritairement asiatique. Il est vrai qu'il n'existe aucun bloc de votes asiatiques à proprement parler: parmi les populations établies, les Sino-Américains et les Nippo-Américains, les démocrates dominent indéniablement.

La majorité de l'électorat asiatique est composée de nouveaux immigrants, comme les Américains d'origine vietnamienne, qui ont moins tendance à se voir comme une minorité ou à s'associer aux luttes pour l'égalité: les républicains y dominent donc. En outre, le National Asian American Survey a récemment souligné qu'un tiers de l'électorat asiatique demeure indécis. Cette incertitude est d'autant plus frappante lorsqu'on considère les liens qui unissent Obama à l'Asie — son enfance passée à Hawaii, son séjour en Indonésie, l'héritage asiatique de son beau-père et de sa sœur Maya Soetoro Ng, ou encore de son beau-frère Konrad Ng, un Canadien d'origine chinoise qui a fait ses études à l'université McGill.

## L'identité raciale comme atout

Il est incontestable que Barack Obama emporte largement les suffrages de la communauté afro-américaine, même si certains, comme Stanley Crouch ou Debra J. Dickerson, ont relevé qu'il n'était «pas assez noir» — puisqu'il n'est pas un descendant d'esclaves et qu'il a passé sa jeunesse à l'abri du ségrégationisme américain.

Certes, les intentions de vote de la communauté noire équivalent à celles dont avaient bénéficié les candidats démocrates comme John Kerry ou Al Gore. Mais, ce qui peut changer, c'est la traduction de ces intentions (qui tournent toujours autour de 90 %) en votes sonnants et trébuchants: en effet, l'inscrip-

tion massive des Afro-Américains sur les listes électorales et leur participation à la campagne sont des phénomènes inédits qui bouleversent complètement les données.

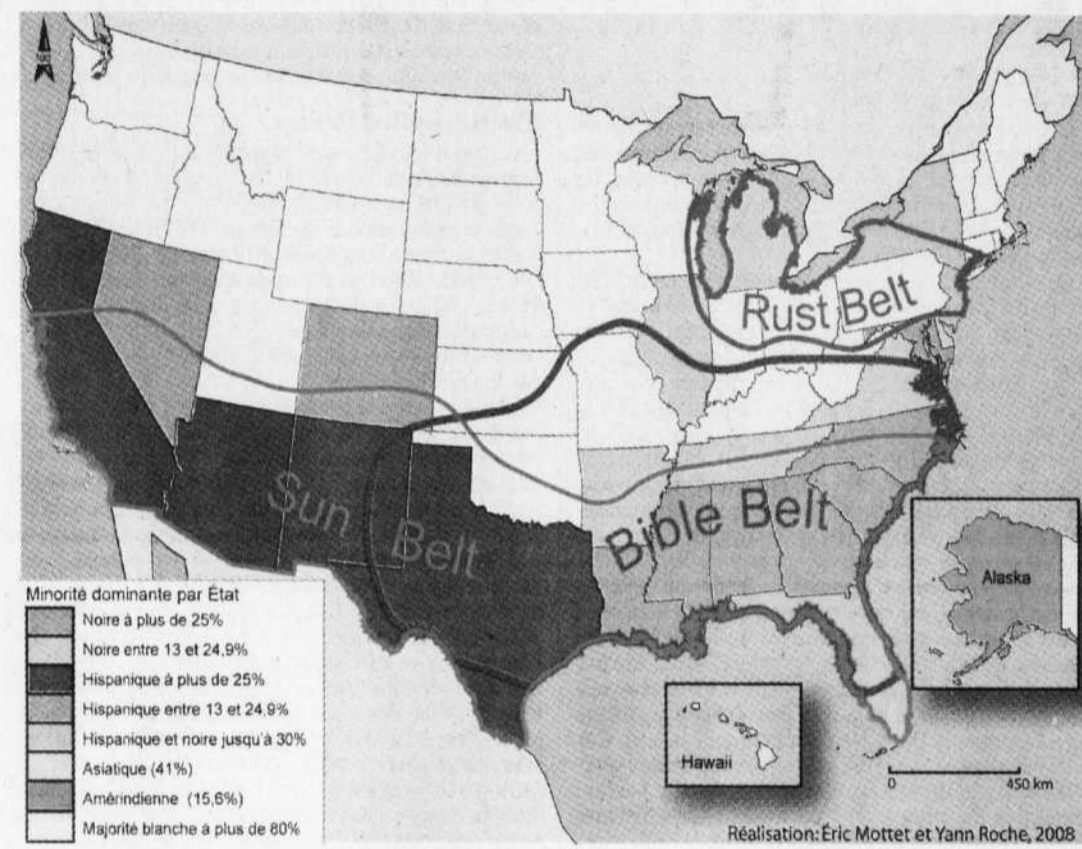
En Caroline du Sud, par exemple, l'inscription de nouveaux électeurs noirs a augmenté de 15 % depuis janvier, contre 8 % chez les électeurs blancs. Ainsi, Barack Obama dispose d'une nette avance sur McCain en Virginie (État qui n'a pas appuyé un candidat présidentiel démocrate depuis 1964) et il pourrait emporter la Caroline du Nord (un État farouchement républicain depuis les années 1970).

«L'Obamania» et la crise économique semblent écartier tout impact massif de la carte raciale sur l'issue du scrutin

Même chez les blancs, c'est également cette spécificité qui permet à Barack Obama, à un moment où l'image de Washington, la cote de popularité du président Bush et celle du Congrès sont au plus bas, d'incarner le rôle d'*outsider* non corrompu dont se sont prévus en leur temps Jimmy Carter et Ronald Reagan lors de leur campagne présidentielle respective et dont Sarah Palin s'est fait le héraut.

Dans une certaine mesure, tant ses adversaires que les émissions satiriques avancent avec prudence sur le terrain de ses origines — on se rappellera les républicains qui fustigeaient la «francitude» de John Kerry, l'appelant volontiers «Jean-François», une manière de souligner son élitisme snob — qui finissent ainsi par constituer un rempart.

«L'Obamania» et la crise économique semblent écartier tout impact massif de la carte raciale sur l'issue du scrutin. Certes, les élections primaires ne semblent pas avoir donné raison à la thèse d'un écart massif entre les sondages et les résultats finaux liés au racisme. Faute de pouvoir confirmer l'existence d'un véritable «effet Bradley», c'est une donnée que les sondages manipulent avec circonspection. Il faudra attendre de voir s'il n'existe pas un «effet Obama» pour l'invalider définitivement.



## L'avenir de l'hyperpuissance

Histoire d'une élection qui ne changera pas le monde



CHARLES-PHILIPPE DAVID

Professeur de science politique et directeur de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques à l'UQAM, il est coauteur de *La Politique étrangère des États-Unis: fondements, acteurs, formulation, qui vient de paraître à Paris aux Presses de Sciences Po, ainsi que de l'ouvrage Les États-Unis et le monde après Bush, un entretien réalisé par Jean-Frédéric Légaré-Tremblay et publié au Québec par les éditions Nota Bene.*

Faut-il croire les promesses électorales des candidats à la présidence aux États-Unis? Woodrow Wilson et Franklin Roosevelt ont promis, en 1916 et 1940 respectivement, de ne jamais envoyer de troupes américaines sur le sol européen — juste avant que ne soient déclenchées les deux guerres mondiales. Lyndon Johnson a juré, durant sa campagne en 1964, qu'il ne déploierait jamais de soldats dans les rizières du Vietnam — avant de les envoyer massivement un an plus tard. Richard Nixon a affirmé en 1968 qu'il avait un plan de paix pour mettre fin à l'engagement américain au Vietnam — il faudra attendre quatre ans et 25 000 *body-bags* avant qu'il ne se réalise. Bill Clinton a promis en 1992 qu'il ferait mieux que Bush père et interviendrait en sol bosniaque pour mettre fin au conflit yougoslave: il faudra attendre trois années et un génocide pour que cela se concrétise. Un certain George W. Bush a prêté, lors de la campagne de 2000, que les États-Unis, sous sa direction, mèneraient une politique étrangère «humble»...

La continuité que John McCain affiche, en matière de politique étrangère, avec George W. Bush n'a rien de surprenant. Et son élection n'apportera sans doute que bien peu de surprises. Par contre, l'élection de Barack Obama paraît, à en lire les sondages tenus à l'extérieur des États-Unis, porteuse d'attentes importantes quant à la réorientation de la politique étrangère américaine, qu'il pourrait fort bien ne pas réaliser.

## De la promesse électorale à la réalité du pouvoir

Barack Obama promet un retrait des troupes américaines présentes en Irak, un engagement plus ferme en Afghanistan, un dialogue avec l'Iran, la promotion du multilatéralisme et le respect de l'ONU. Peut-on le croire tout à fait? Lorsqu'il — s'il le fait — occupera le Bureau ovale, le 20 janvier prochain, la réalité sera sensiblement différente: sa personnalité, son style de prise de décisions et — surtout — son choix de conseillers seront des facteurs-clés pour influencer le cours de la politique étrangère américaine. Tout dépendra aussi du choix de ses conseillers.

S'il sélectionne, comme secrétaire d'État, Richard Holbrooke, ancien architecte des accords de paix en Bosnie et partisan de la diplomatie coercitive comme moyen de règlement des conflits, on pourra s'attendre à une diplomatie menée de manière «musclée».

Si le président démocrate jette son dévolu sur le républicain Richard Lugar pour devenir ministre de la Défense, il affirmera sa volonté de maintenir la tradition d'une politique de sécurité nationale américaine résolument ferme. Et s'il choisit Samantha Power ou Susan Rice pour être sa conseillère pour la sécurité nationale, il enverra le message que sa présidence ne reculera pas devant le prochain défi d'une intervention humanitaire. Ce n'est donc qu'à travers l'exercice effectif du pouvoir qu'on verra le visage du véritable Barack Obama, particulièrement lors des premières crises qui marqueront sa présidence.

## Des attentes considérables

Après huit années de présidence Bush, la popularité du candidat démocrate n'a cessé d'augmenter et, en Amérique du Nord comme en Europe, on se prend à espérer un renversement radical du cours de la politique étrangère américaine. Pour autant, l'existence, à la suite du plan de sauvetage des banques, de contraintes budgétaires redoutables limite la capacité du président de modifier radicalement l'état de fait.

Plus encore, à l'instar de Kennedy, Obama pourrait maintenir une politique étrangère ferme et engagée, ne reniant pas tout à fait l'héritage des dernières années. Contre toute attente, il pourrait fort bien redonner un second souffle à l'hyperpuissance américaine. En effet, le candidat démocrate a promis, comme son alter ego républicain John McCain, d'accroître l'effort de guerre en Afghanistan et d'autoriser les opérations spéciales en territoire pakistanais — afin de débusquer Oussama Ben Laden. Pour ce faire, il compte retirer, plus rapidement que son concurrent, les troupes présentes en Irak et augmenter les effectifs de l'armée de terre.

Comment les alliés, allemand, français ou canadien, réagiront lorsque le président Obama leur demandera un effort de guerre accru et une présence en sol afghan plus longue que prévue? Ni pacifique, ni isolationniste, cette requête démocrate pourrait surprendre. Tout autant d'ailleurs que s'il devait maintenir en nombre appréciable les troupes américaines en Irak parce que la situation (les militaires comme le gouvernement irakien) l'y contraindrait.

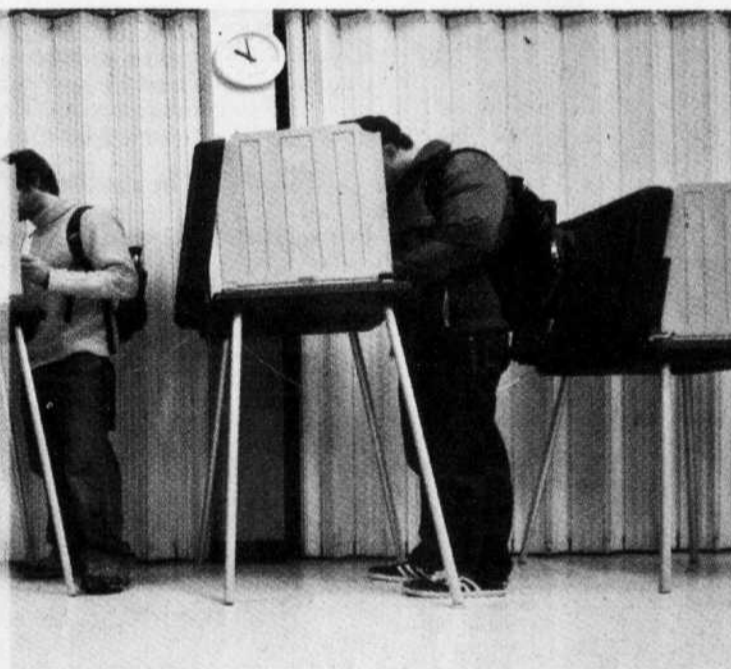
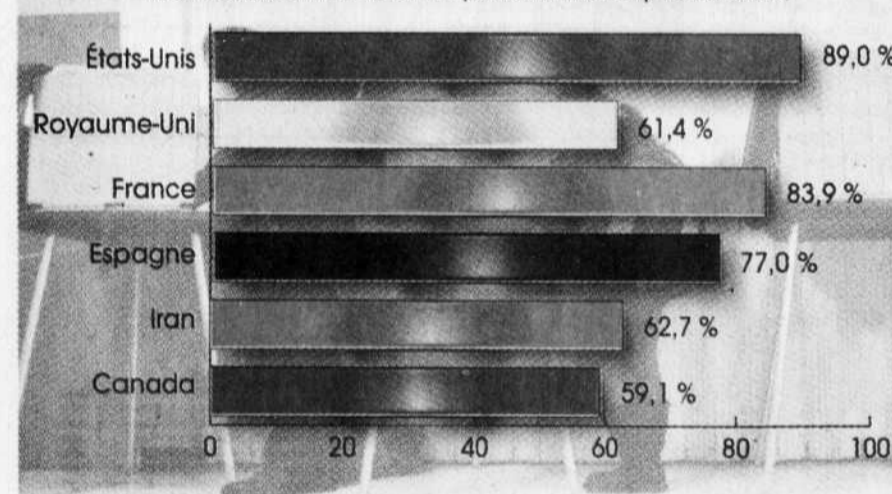
Malgré cette guerre impopulaire, le nouveau président inexpérimenté ne voudra pas commettre d'erreur, par exemple se risquer à voir l'Irak sombrer de nouveau dans une possible guerre civile. Obama n'a pas non plus l'intention (du moins avouée) de réduire les dépenses militaires faraïmeuses, de réduire ou d'abolir le programme de la défense antimissiles, et il fera tout pour ne pas être jugé «mou» sur les dossiers de la Corée du Nord et de l'Iran (il pourrait même vouloir prouver, en adoptant une ligne plus dure, qu'il est un excellent commandant en chef). Enfin, ses prises de position sur Israël incluent la reconnaissance de Jérusalem comme capitale indivisible de l'État juif — une politique qui contraste résolument avec les positions plus modérées des démocrates Bill Clinton ou Jimmy Carter.

On connaît la rengaine de John McCain, privilégiant la présence de la puissance américaine dans le monde, et son élection ne devrait pas modifier fondamentalement le cours de la politique enclenchée par George W. Bush en fin de mandat.

Toutefois, l'élection de Barack Obama pourrait fort bien ne pas générer une révolution en politique étrangère. Sa politique pourrait alors ressembler à celle de Kennedy: une présidence de transformation qui refaçonne l'hyperpuissance américaine sans redéfinir les intérêts vitaux des États-Unis dans le monde. Et, dans ce cas, tout se jouera alors davantage sur la forme que sur le fond.

## Taux de participation des électeurs inscrits

Résultats des dernières élections parlementaires ou présidentielles.



## Vers une participation record ?



VÉRONIQUE BOURBEAU

Chercheuse à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM

«Alors que les Américains présentent le plus souvent le taux de participation aux élections en fonction de la population en âge de voter, la plupart des démocraties occidentales présentent le leur en fonction de la population inscrite sur les listes électorales. Pas si mal en point la démocratie américaine?»

Extrait de Elisabeth Vallet, *Le Duel - Les dessous de l'élection présidentielle américaine*, Septentrion, 2008

Les processus d'inscription aux États-Unis n'étant pas uniformes d'un État fédéré à l'autre, le taux de participation est calculé en fonction de la population en âge de voter (qui inclut les résidents non citoyens, les immigrants illégaux, les personnes incarcérées ou déçues de leurs droits civiques), plutôt que par rapport à la population inscrite sur les listes électorales — ce que font la majorité des démocraties occidentales. Si on utilisait le même outil, on constaterait que le taux de participation aux États-

Unis est comparable à celui du Canada ou de la France — parfois même supérieur.

Plus encore, en comparant deux entités géographiquement et économiquement semblables, l'analyse serait plus probante: 45,7 % des Européens sont allés voter aux dernières élections européennes de 2004. La même année, 17 millions d'Américains de plus qu'en 2000 se sont rendus aux urnes, et on attend un taux de participation record le 4 novembre 2008.

## Raz-de-marée électoral ?

En effet, l'élection de mardi pourrait afficher des records de participation. Les administrateurs électoraux locaux s'attendent à un taux de participation oscillant entre 80 et 90 % dans nombre d'États. Les records battus lors des primaires (au New Hampshire, on a compté presque autant de votants à la primaire de 2008 qu'à l'élection générale de 2004, ce qui est inédit) sont un signe avant-coureur du raz-de-marée électoral à venir.

Le caractère historique de cette élection éveille sans l'ombre d'un doute la conscience politique des Américains. L'absence d'un président sortant et la possibilité de l'élection d'un premier président noir ou d'un des plus vieux présidents de l'histoire sont autant de facteurs qui motiveront les «Joe le plombier» à se présenter aux urnes. Si le taux de participation des Afro-Américains a décliné de 2002 à 2006, il a dou-

blé dans 16 États lors des primaires de 2008. Ces États prévoient même que 70 % de cette tranche de l'électorat ira voter mardi.

## Un casse-tête administratif

Dans certains États-clés comme le Nevada, le nombre d'inscrits a bondi de 30 % comparativement à 2004. Devant la perspective d'une affluence sans précédent, les administrateurs vont même jusqu'à encourager le vote par anticipation pour essayer de prévenir les longues files d'attente et l'amplification des problèmes habituels, révélés de façon particulièrement dramatique lors de l'élection de 2000.

Panne des machines de vote, coupures d'électricité, nombre insuffisant d'appareils de vote, de scrutateurs, de bureaux et de bulletins de vote sont autant de difficultés que les administrateurs des élections commencent à craindre. Et déjà, dans le cadre du vote par anticipation, la Virginie et le Tennessee ont fait cette année l'expérience de machines à écran tactile défectueuses.

Alors que les deux camps se mobilisent pour «faire sortir le vote» — appels téléphoniques, envois postaux, porte-à-porte, transport vers les bureaux de vote: tous les moyens sont bons pour envoyer les électeurs aux urnes — ceux qui répondront à l'appel devront sans doute s'armer de patience pour avoir lieu de dire dans cette élection sans précédent.